



**OPALE**  
OBSERVATOIRE  
PARTENARIAL  
ÉCONOMIE  
EMPLOI  
INSERTION

**Regard sur  
l'économie  
et les entreprises  
lyonnaises n°55**

AOÛT  
2022

## Une économie dynamique au premier semestre

### SYNTHÈSE

Le premier semestre a été très positif pour l'économie lyonnaise, qui fait preuve d'un bon dynamisme malgré un contexte incertain. L'activité des entreprises est restée soutenue, générant des investissements, des levées de fonds et des recrutements. Dans la continuité de l'année 2021, l'emploi poursuit sa progression dans la quasi-totalité des bassins de vie de la région lyonnaise et des secteurs d'activité. Le nombre de demandeurs d'emploi diminue de façon marquée et le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon atteint 6,4 %, le taux le plus faible depuis la crise financière de 2008. Les défaillances d'entreprise au Tribunal de commerce de Lyon, après un pic en mars, retrouvent au deuxième trimestre un niveau proche de celui de l'an passé, beaucoup plus faible que celui qui prévalait avant la crise sanitaire.

Les perspectives pour le second semestre sont plus réservées. À l'échelle locale comme à l'échelle nationale, les motifs de prudence sont les mêmes : incertitudes géopolitiques, tensions inflationnistes, crise énergétique, approvisionnements incertains et recrutements difficiles.

Pour clore cette publication, le focus proposé par l'Urssaf Rhône-Alpes dresse le portrait des travailleurs indépendants du territoire pendant la crise sanitaire : un statut qui ne cesse de se développer, tiré par l'essor des micro-entreprises.

L'activité économique locale	3
Les emplois salariés privés	4
Les demandeurs d'emploi	6
Le taux de chômage	8
Les recrutements	9
Les bénéficiaires du RSA	10
Les créations d'entreprise	11
Les défaillances d'entreprise	12
L'immobilier d'entreprise	13
Les actualités du trimestre	14
Focus : les travailleurs indépendants	15

Achévé de rédiger le 2 août 2022



# L'activité économique locale

## Sources

- Banque de France – Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, juin 2022
- Banque de France – Point sur la conjoncture française à début juillet 2022
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes - Conjoncture régionale, n°33, juillet 2022
- Insee – Note de conjoncture, 24 juin 2022
- Urssaf – Conjoncture 4<sup>e</sup> trimestre 2021, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes, n°34, juillet 2022
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes – Conjonct' AURA TPE PME, résultats provisoires, juillet 2022

## Un dynamisme qui se poursuit

Au cours du premier semestre, l'économie lyonnaise a généré une activité soutenue et enregistré de bons résultats, dans la continuité des mois précédents. Elle partage le même dynamisme que l'économie régionale, dont l'activité dépasse les niveaux d'avant-crise : au premier trimestre 2022, le nombre d'heures de travail rémunérées en Auvergne-Rhône-Alpes est supérieur de 2,6 % à celui du premier trimestre 2019, selon l'Insee.

L'activité des entreprises est en effet toujours tirée par une vive reprise post crise sanitaire. Les chiffres d'affaires s'affichent globalement en hausse au premier semestre, principalement grâce à une croissance des volumes, et dans une moindre mesure du fait d'un effet prix. Dans l'industrie, les carnets de commandes sont toujours bien garnis et se positionnent au-dessus de leur moyenne de long terme. La demande reste également très forte dans le bâtiment, notamment dans le second œuvre qui bénéficie toujours d'un marché de la rénovation vigoureux. Les services marchands enregistrent une bonne résistance au premier semestre, en particulier les services aux entreprises comme les activités informatiques, l'ingénierie ou le travail temporaire ; l'hébergement et la restauration profitent de la dynamique de reprise du tourisme lyonnais.

## Quelques signes d'essoufflement

Les enquêtes menées auprès des entreprises en ce milieu d'année laissent cependant entrevoir un certain nombre de points d'inflexion et une plus grande prudence quant aux perspectives du second semestre. L'environnement économique est en effet de plus en plus incertain : difficultés d'approvisionnement énergétique et alimentaire renforcées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, incertitudes géopolitiques, tensions inflationnistes, chaînes de valeur mondiales sous pression, difficultés de recrutement...

Pour la première fois depuis un an et demi, les industriels de la région interrogés par la Banque de France anticipent un repli de production dans les semaines à venir ; les difficultés d'approvisionnement touchent particulièrement l'industrie chimique, la fabrication de matériels de transport et la fabrication de machines et équipements. Quant aux petites et moyennes entreprises interrogées par les CCI, elles se déclarent moins confiantes et notent une légère dégradation de la situation de leur trésorerie ainsi que de leurs marges.

Le climat des affaires est par ailleurs moins favorable dans le commerce de détail, en lien avec le repli de la consommation des ménages et avec l'inflation depuis le début de l'année, ainsi que dans le transport de marchandises, perturbé par la hausse des prix des carburants et par des retards de livraison de matériels.



# Les emplois salariés du secteur privé

## Clés de lecture

**Champ :** emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim. N'inclut pas les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, les salariés à domicile des ménages et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

**Source :** Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

**Périmètres :** EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

## Lexique

**EPCI :** Établissement public à caractère intercommunal

**CTM :** Conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

**CC :** Communauté de communes

**CA :** Communauté d'agglomération

**Aire d'attraction :** ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle

**Carré métropolitain :** périmètre d'étude et d'observation d'UrbaLyon

## 30 000 emplois supplémentaires en un an

L'emploi salarié privé poursuit sa hausse entamée depuis fin 2020. En un an, entre le premier trimestre 2021 et 2022, le carré métropolitain a gagné 30 400 emplois, soit une hausse relative de +2,7 %. Dans la métropole de Lyon, le gain est de 19 300 emplois (+3,4 %).

## Une hausse des emplois dans les grands secteurs

À l'échelle du carré métropolitain aucun secteur ne perd des effectifs. Dans la métropole de Lyon, seul le transport-logistique enregistre une très légère baisse (-0,4 % soit 140 emplois de moins). De manière globale, le nombre d'emplois augmente le plus dans les services aux particuliers : +4,9 % dans le carré et +5,8 % dans la métropole. La plupart des territoires sont concernés par cette hausse, certains EPCI enregistrent cependant des baisses. Dans les services aux entreprises, finance, immobilier, l'emploi augmente de 4 % dans le carré et de 4,6 % dans la métropole. La situation est contrastée parmi les principaux EPCI de l'aire d'attraction +8,2 % dans la CCEL, +7,1 % dans

l'agglomération de Villefranche, diminution à Vienne Condrieu (-1,4 %). L'industrie gagne 1 200 emplois dans le carré métropolitain (+0,6 %) et 500 dans la métropole de Lyon (+0,7 %). L'emploi industriel progresse dans la Vallée du Garon (+2,7 %) et dans la Capi (+2 %), il baisse à Vienne Condrieu (-2 %) et dans la CCEL (-1,3 %).

## Une augmentation de l'emploi dans la quasi-totalité des territoires

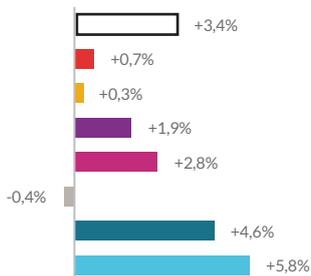
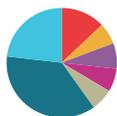
Parmi les plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon, la hausse de l'emploi est la plus forte dans la CC de la Vallée du Garon (+4 %), la CA de Villefranche-Beaujolais-Saône (+3,5 %), la métropole de Lyon (+3,4 %) et la Capi (+3,1 %). À l'échelle du carré métropolitain, l'emploi diminue dans cinq EPCI : Annonay-Rhône Agglo, les Collines du Nord Dauphiné, le Pays entre Loire et Rhône, les Vals d'Aix et Isable et le Val d'Ay.

Dans la métropole de Lyon, la CTM de Plateau nord est la seule à enregistrer une baisse de ses effectifs salariés : -1,6 %. C'est dans le centre que les augmentations sont les plus marquées : +7,1 % à Villeurbanne et +4,4 % à Lyon.

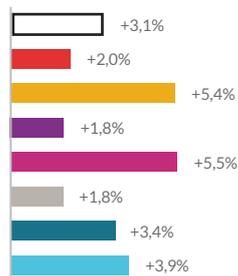
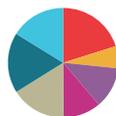
## Évolution de l'emploi en un an par grand secteur d'activité dans les neuf plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon et nombre d'emplois salariés privés au premier trimestre 2022



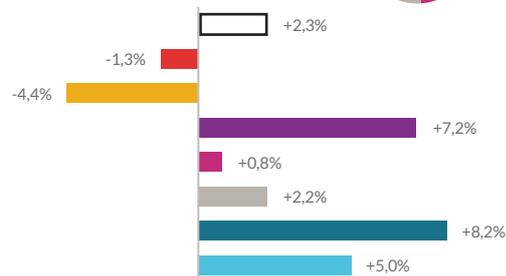
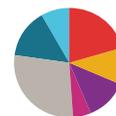
Métropole de Lyon  
587 000 emplois salariés



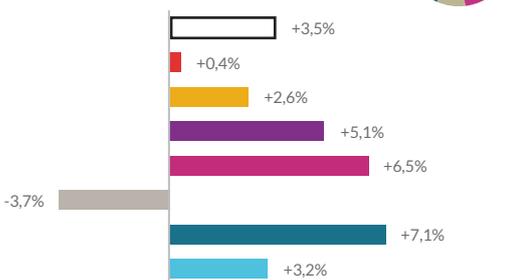
CA Porte de l'Isère  
39 100 emplois salariés



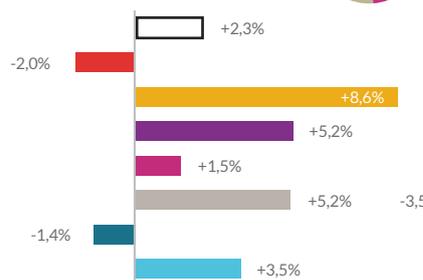
CC de l'Est lyonnais (CCEL)  
24 100 emplois salariés



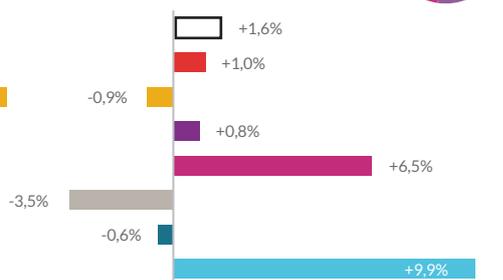
**CA Villefranche Beaujolais Saône**  
23 000 emplois salariés



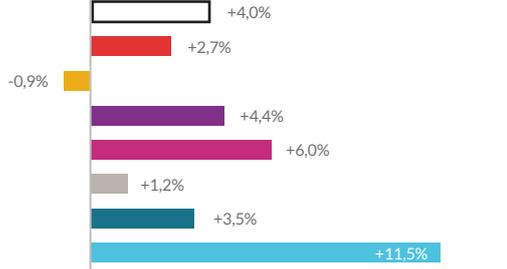
**CA Vienne Condrieu**  
21 900 emplois salariés



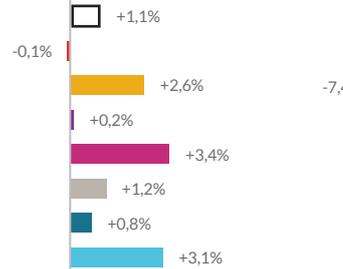
**CC Plaine de l'Ain**  
21 000 emplois salariés



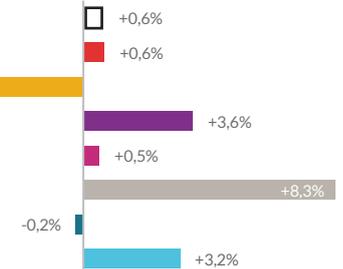
**CC de la Vallée du Garon**  
15 500 emplois salariés



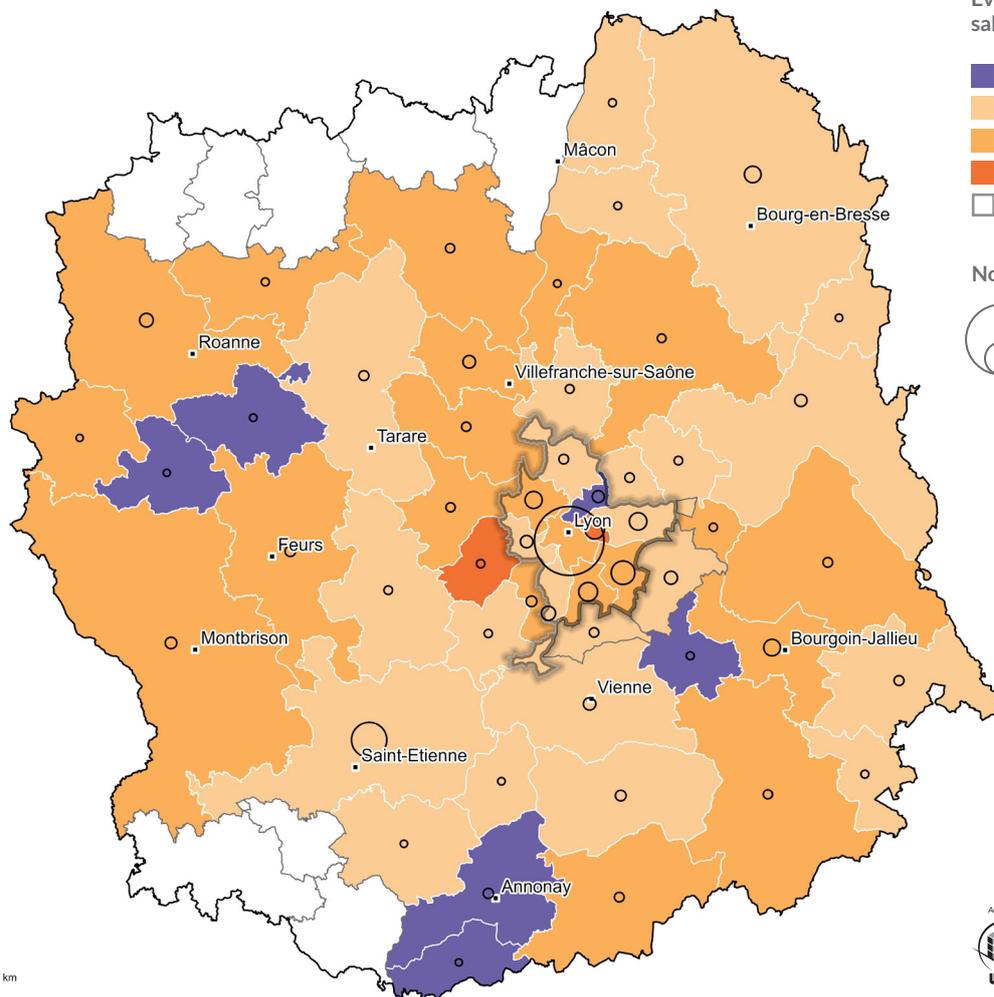
**CC du Pays de l'Ozon**  
9 800 emplois salariés



**CC de Miribel et du Plateau**  
9 800 emplois salariés



**Nombre d'emplois salariés privés hors intérim au premier trimestre 2022 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an**

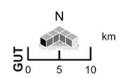


**Évolution de l'emploi salarié privé hors intérim**

- En baisse de -4% à 0%
- En hausse de 0% à +2,5%
- En hausse de +2,5% à +5%
- En hausse de +5% à +8,4%
- Non renseigné

**Nombre d'emplois**

- 250 000
- 100 000
- 10 000





# Les demandeurs d'emploi

## Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78 h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78 h au cours du mois).

Source : Pôle emploi – STMT et Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) :

données brutes ; sauf les courbes d'évolution : données CVS

Périmètres : métropole de Lyon et sept autres plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

## Un rythme soutenu de baisse du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC a reculé de 9,5 % en un an et s'est établi à 116 770 fin juin 2022 dans la métropole de Lyon.

La baisse est plus marquée encore pour les demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois avec -14,7 % en un an. La catégorie A représente désormais 57 % des demandeurs d'emploi, contre plus de 70 % en avril-mai 2020, au plus fort de la crise sanitaire. Avec 66 720 personnes inscrites en catégorie A, c'est l'effectif le plus bas atteint à mi-année depuis juin 2012. Dans le même temps, les catégories B et C diminuent légèrement (-1,7 % en un an).

## Une amélioration dans les EPCI voisins avec des situations contrastées

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC sur un an s'échelonne entre -11,6 % dans la CA de Villefranche Beaujolais Saône et -5,1 % dans la CC de la Plaine de l'Ain. La CC de l'Est lyonnais connaît également une belle embellie avec -10,1 %.

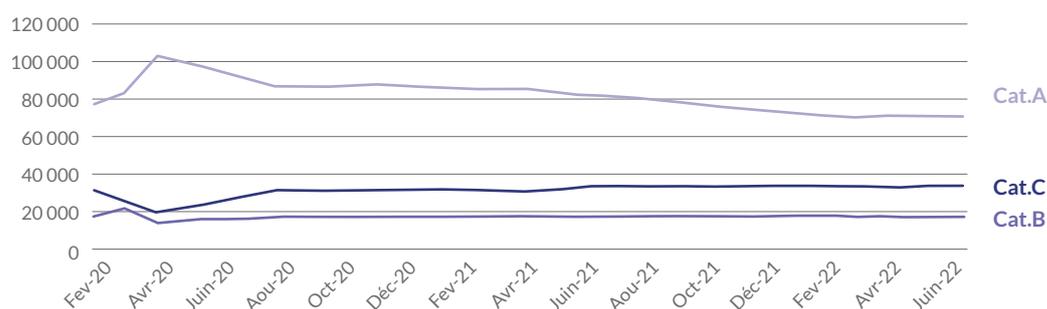
## Nombre de Demandeurs d'emploi (DE) fin juin 2022 et évolution sur un an

Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
<b>METROPOLE DE LYON</b>	116 970	-9,5%	66 720	-14,7%
<b>CA PORTE DE L'ISERE</b>	8 820	-9,2%	4 790	-13,0%
<b>CA VIENNE CONDRIEU</b>	5 750	-9,6%	3 150	-14,0%
<b>CC PLAINE DE L'AIN</b>	5 550	-5,1%	2 820	-7,3%
<b>CA VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAÔNE</b>	5 430	-11,6%	2 920	-17,3%
<b>CC EST LYONNAIS</b>	2 040	-10,1%	1 070	-16,7%
<b>CC VALLEE DU GARON</b>	1 700	-7,7%	920	-11,3%
<b>CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU</b>	1 280	-7,3%	690	-9,4%

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre février 2020 et juin 2022 dans la métropole de Lyon

Données cvs





## Une embellie économique qui profite aux demandeurs d'emploi de longue durée

Après plusieurs années de hausse continue du nombre des demandeurs d'emploi de longue et très longue durées, l'amélioration se confirme pour une partie des personnes éloignées durablement du marché du travail. Parmi les catégories A, les effectifs de personnes inscrites à Pôle emploi depuis un an ou plus chutent de 24 % en un an (soit 8 000 personnes de moins). Les jeunes âgés de moins de 25 ans connaissent également une évolution très bénéfique avec une diminution de 25,2 %.

Les baisses sont un peu moins favorables pour les seniors (-11,1 %), les résidents en QPV\* (-11,7 %) et les bénéficiaires du RSA (-12,1 %) mais avec tout de même des résultats encourageants.

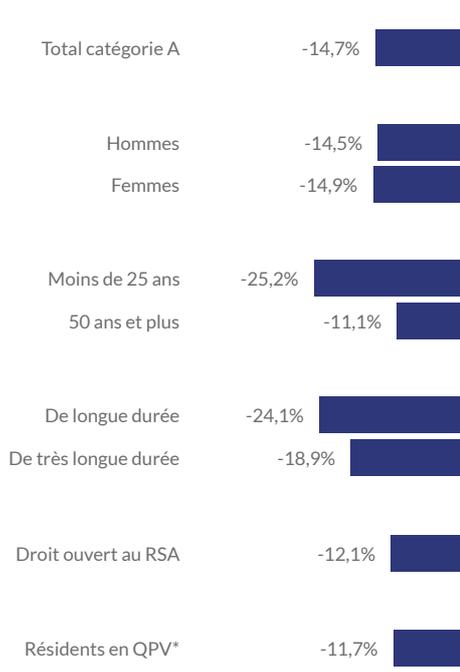
## Des tensions sur les recrutements qui s'accroissent

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont en nette augmentation. Leur nombre s'est accru de 40 % sur la période allant de juillet 2021 à juin 2022 par rapport à celle de juillet 2020 à juin 2021.

Parmi les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, on observe, pour la plupart, un déséquilibre marqué entre les volumes de demandes et d'offres d'emploi enregistrés. Le nettoyage de locaux, le magasinage et la préparation de commande, la vente en habillement, la mise en rayon libre-service ou encore la conduite et livraison par tournées sur courte distance comptabilisent plus de deux demandes d'emploi pour une offre et jusqu'à six pour la vente en habillement. En revanche, la situation est inversée pour les métiers de l'assistance auprès d'adultes et les services domestiques pour lesquels on dénombre plus d'offres d'emploi que de demandes. Parmi les métiers les plus recruteurs, nombreux sont ceux qui sont concernés par des difficultés de recrutement. Les plus exposés sont les métiers de l'installation et de la maintenance d'équipements industriels (six offres pour une demande), la sécurité et la surveillance privée, la comptabilité, l'assistantat commercial ou encore le téléconseil et la télévente avec deux offres pour une demande.

### Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

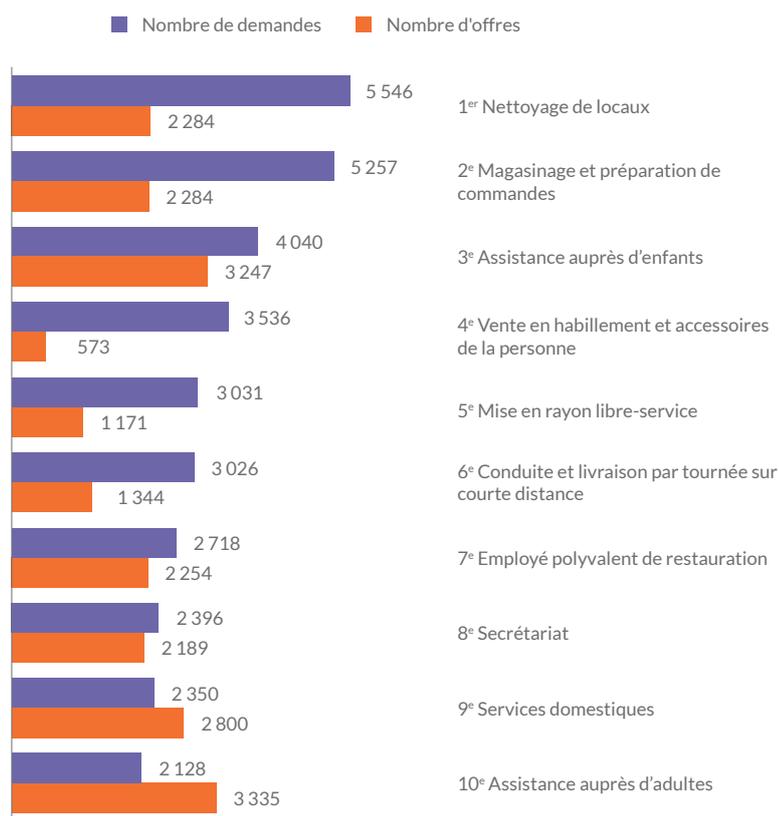
Données brutes



\*QPV : Quartier Politique de la ville

### Offres et demandes d'emploi pour les dix premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon

Cumul de juillet 2021 à juin 2022. Données brutes



# Le taux de chômage

## Définitions

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee

Périmètres : zones d'emploi

**7,0%**  
taux de chômage  
de la métropole  
de Lyon au  
premier trimestre  
2022

## Le chômage au plus bas depuis plus dix ans

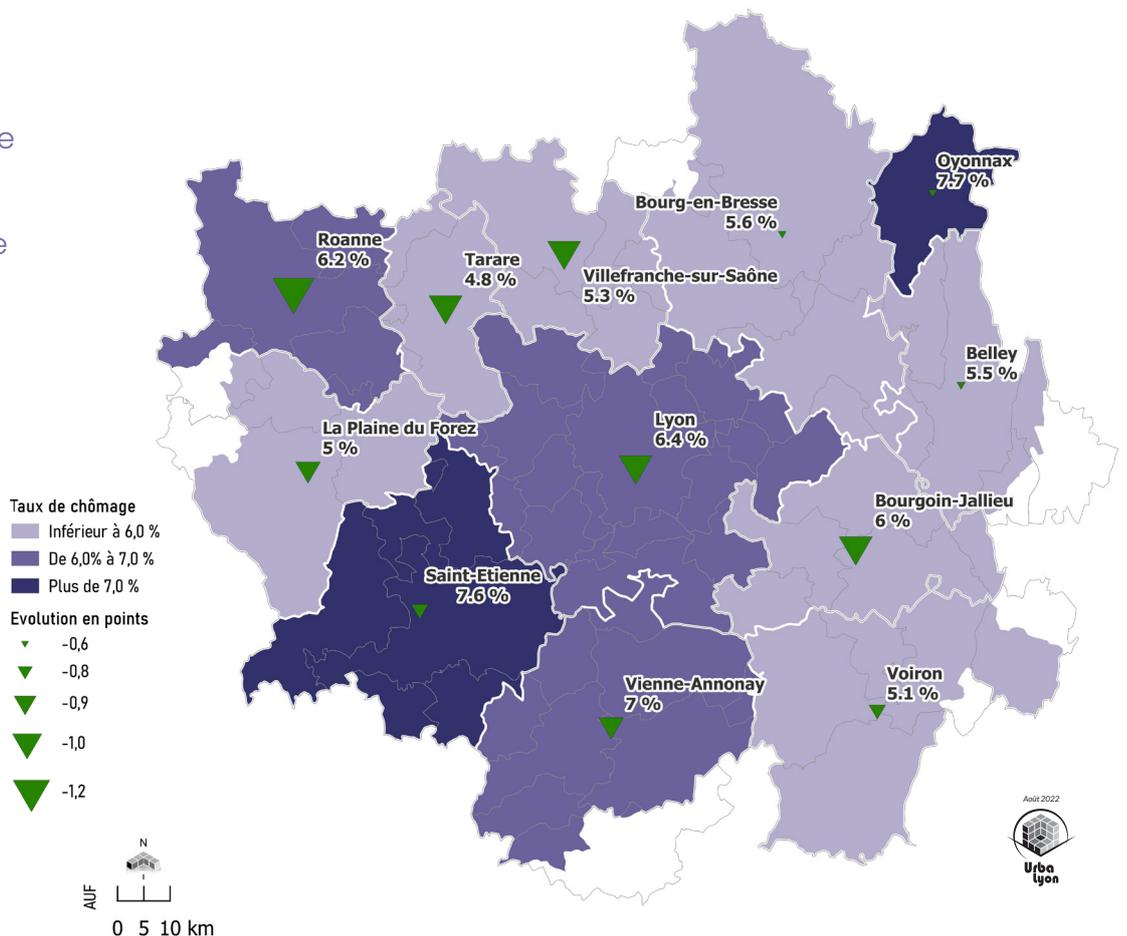
Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,4 % de la population active au premier trimestre 2022. Il est en légère baisse par rapport au trimestre précédent et désormais inférieur de 0,8 point à son niveau d'avant-crise (fin 2019). Il se situe également à son plus bas niveau depuis fin 2008, au moment de la crise financière. Au sein de la zone d'emploi, le taux de chômage de la métropole de Lyon s'établit à 7,0 %, proche de la moyenne nationale (7,3 %).

Deux zones d'emploi du carré métropolitain enregistrent un taux de chômage supérieur au niveau national, celles d'Oyonnax (7,7 %) et de Saint-Etienne (7,6 %). À l'inverse, les zones d'emploi de Tarare et de la Plaine du Forez affichent le taux de chômage le plus faible, inférieur ou égal à 5,0 %.

## Taux d'activité et taux d'emploi au plus haut

La faible baisse du taux de chômage entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et le premier trimestre 2022 (-0,1 point au niveau national comme dans la zone d'emploi de Lyon) est expliquée par l'Insee par les hausses concomitantes de la population active (avec un effet non négligeable de l'alternance sur l'activité des jeunes) et de l'emploi. Au niveau national, le taux d'activité et le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans s'établissent à leurs plus hauts niveaux depuis que l'Insee les mesure, en 1975.

## Taux de chômage par zone d'emploi au premier trimestre 2022 et évolution en un an





# Les recrutements

## Définitions

**Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) :** formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois.

**Source :** Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) - Urssaf, CCMSA. Données corrigées des variations saisonnières.

### Périmètres :

les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

## Lexique

**EPCI :** Établissement public à caractère intercommunal

**CC :** Communauté de communes

**CA :** Communauté d'agglomération

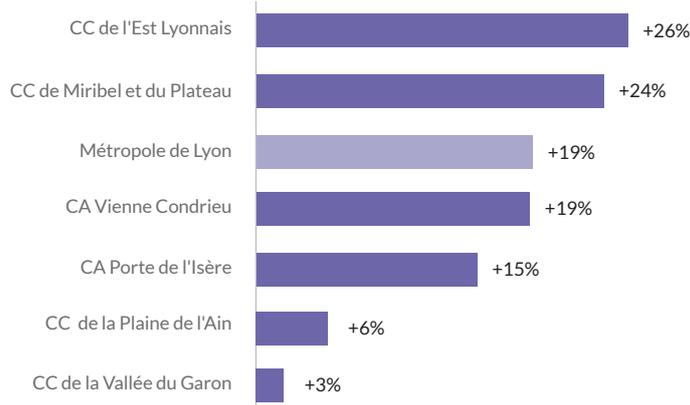
**CDD :** Contrat à durée déterminée

**CDI :** Contrat à durée indéterminée

## Les embauches en forte hausse

Au premier semestre 2022, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois progresse par rapport au premier semestre 2021. La hausse sur un an est de 24 % pour la métropole de Lyon. Elle atteint +26 % pour la Communauté de communes de l'Est lyonnais et +19 % pour celle de Miribel et du Plateau et la Communauté d'agglomération de Vienne Condrieu. Elle est plus modérée dans la Plaine de l'Ain et la Vallée du Garon (respectivement +6 % et +3 %). Ces hausses témoignent du dynamisme retrouvé du marché de l'emploi : les recrutements en France dépassent leur niveau d'avant la crise sanitaire (+12 % en juin 2022 par rapport à février 2020, au niveau national). En cumul sur un an, ce sont les recrutements en CDI qui augmentent le plus : +37 % dans la métropole de Lyon ; ils y représentent 60 % des embauches de plus d'un mois entre juin 2021 et juin 2022. La part de CDI atteint 69 % dans la CC de la Vallée du Garon, elle n'est que de 57 % dans la CC de la Plaine de l'Ain.

## Évolution du nombre de recrutements au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021



## Nombre de recrutements au cours du premier semestre 2022

MÉTROPOLE DE LYON	145 350
CA PORTE DE L'ISÈRE	9 110
CA VIENNE CONDRIEU	6 360
CC DE L'EST LYONNAIS	4 600
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	3 780
CC DE LA VALLÉE DU GARON	3 030
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	2 260

# Les bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA)

## Définitions

Le Revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La Prime d'activité (PPA) est une prestation qui vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

## 1 080 foyers allocataires de moins en un an

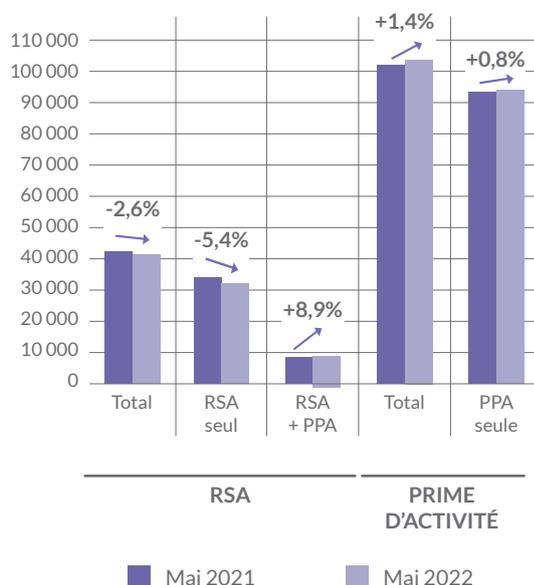
Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 40 990 fin mai 2022, ce qui représente une baisse de 2,6 % et 1 080 foyers allocataires de moins par rapport à mai 2021.

Comme aux trimestres précédents, les effectifs d'allocataires de la prime d'activité sont en progression (+1,4 % en un an) et la hausse concerne plus particulièrement les allocataires percevant simultanément le RSA et la prime d'activité. Ces derniers constituent certes une minorité des allocataires du RSA (22 % des foyers), mais leur nombre a crû de 8,9 % en un an. Ce phénomène s'explique par la reprise d'activité de nombreux bénéficiaires qui avaient été sans emploi pendant la période de crise sanitaire. Le nombre d'allocataires du RSA ne percevant pas la prime d'activité (la majorité) recule quant à lui sensiblement (-5,4 %).

## Nombre de foyers allocataires fin mai 2022

Allocataires RSA	40 990
Allocataires prime d'activité	103 330

## Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre mai 2021 et mai 2022

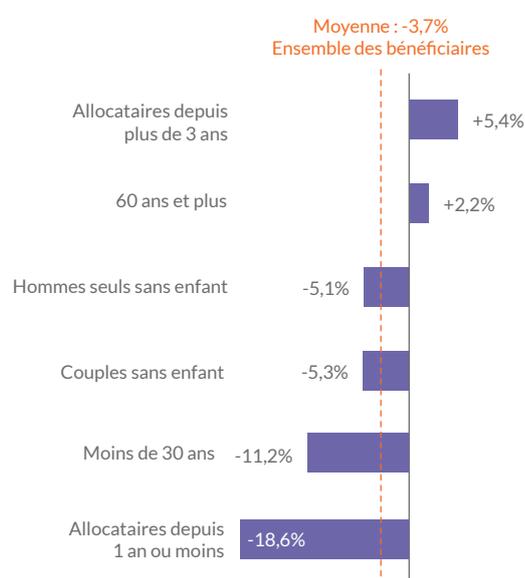


## Les allocataires très récents et de longue durée en forte hausse

La situation à fin mars 2022 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus âgés et des allocataires les plus anciens dans le dispositif, avec respectivement +2,2 % de 60 ans et plus et +5,4 % d'allocataires depuis plus de trois ans sur un an. Ceci confirme qu'une frange croissante de la population, la plus éloignée de l'emploi, reste malheureusement en marge de la reprise économique. La part des bénéficiaires du RSA depuis plus de trois ans représente désormais 59 % du total des allocataires en mars 2022.

Les bénéficiaires du RSA depuis un an ou moins enregistrent des évolutions très encourageantes avec des baisses d'effectifs de 19 % entre mars 2021 et mars 2022. Les allocataires de moins de 30 ans profitent également de l'embellie avec un recul de 11 % en un an.

## Profil des bénéficiaires du RSA concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre mars 2021 et mars 2022





# Les créations d'entreprise

## Définition

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur. À partir de janvier 2022, les séries de créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové, elles ont été recalculées avec cette méthode depuis 2012.

Source : Insee (données brutes)

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

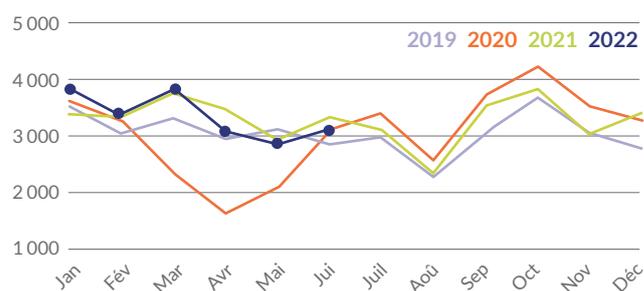
## Près de 20 000 créations au premier semestre

3 104 entreprises ont été créées dans le Rhône au mois de juin 2022, c'est 6 % de moins que l'année dernière. L'évolution est identique dans la région et en France. En cumul sur le premier semestre, ce sont 19 936 nouvelles entreprises qui ont vu le jour. Ce nombre est en très léger repli par rapport à 2021 : -0,6 %. L'évolution observée est de -0,1 % au niveau régional et -de -2,8 % au niveau national.

En France, les créations diminuent de façon notable dans les secteurs du transport (y compris la livraison à domicile), du commerce et de l'hébergement-restauration tandis qu'elles augmentent dans les services aux entreprises, finances, immobilier et les autres services (culture, loisirs, services personnels et réparation).

Dans le Rhône, 63 % des créations se font sous le régime de la micro-entreprise.

## Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



## Évolution des créations d'entreprise entre juin 2021 et juin 2022

RHÔNE	-6%
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	-6%
FRANCE	-6%



# Les défaillances d'entreprise

## Définition

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

**Sources :** Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

**Périmètre :** ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

## Une hausse pour l'instant limitée

510 procédures collectives ont été ouvertes au Tribunal de commerce de Lyon au cours du premier semestre 2022. Ce nombre est en hausse de 25 % par rapport au premier semestre 2021 mais reste cependant encore très en retrait par rapport à l'avant-crise (690 procédures avaient été ouvertes au premier semestre 2019). La reprise des défaillances est plus marquée au niveau national (+47 %), ainsi que dans les autres tribunaux de commerce de l'aire métropolitaine, en particulier à Villefranche-Tarare et à Vienne. Après deux années atypiques, où le nombre de défaillances avait été très faible du fait des soutiens massifs aux entreprises et des reports de charge,

l'année 2022 se traduit donc par un retour à la hausse, pour l'instant limité.

À noter que le nombre de procédures amiables (mandats *ad hoc* et conciliations) a doublé en un an.

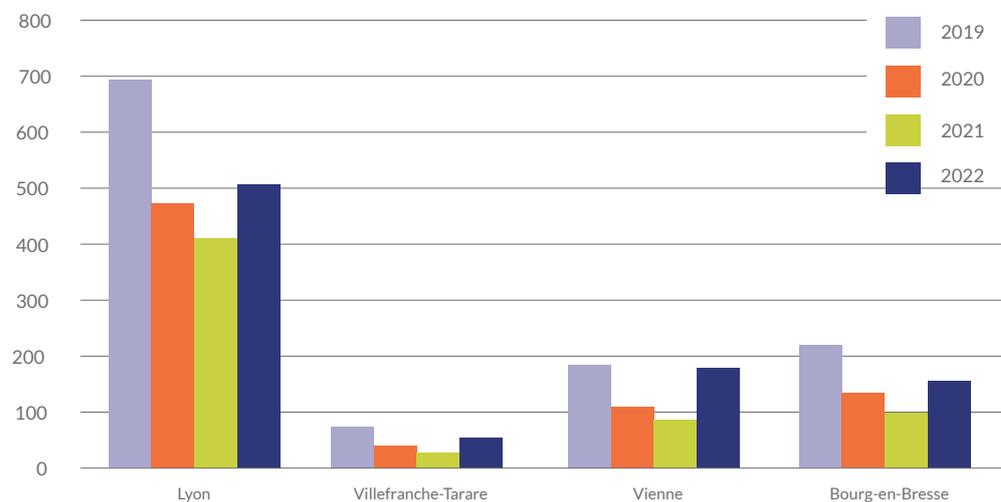
## Commerce et restauration premiers concernés

Les plus fortes hausses concernent les secteurs de la restauration et du commerce, particulièrement touchés par les effets du télétravail dans certains quartiers et par les changements de consommation des ménages, ainsi que l'industrie. En revanche, le secteur de la construction est pour l'instant préservé de cette augmentation.

## Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



## Nombre annuel de procédures collectives par tribunal au premier semestre 2022





# L'immobilier d'entreprise

## Définition

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Source : Cecim

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

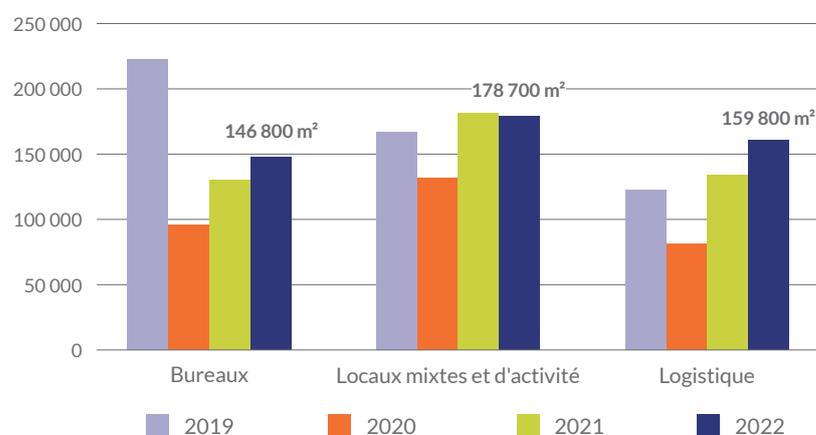
## Un premier semestre sans excès

Avec près de 150 000 m<sup>2</sup> placés au premier semestre 2022, le marché des bureaux entame une année tout à fait honorable, en progression de 12 % par rapport au premier semestre 2021. Si le nombre de transactions est stable par rapport à l'an passé (250 transactions), elles ont été de plus grande taille : 29 transactions de plus de 1 000 m<sup>2</sup> au premier semestre 2022, contre 22 en 2021. Le secteur de la Part-Dieu retrouve la première place, avec 27 % des surfaces placées, suivi de Gerland (17 %) et de Vaise (10 %). Les professionnels de l'immobilier sont confiants pour 2022 mais plus prudents pour les années suivantes, en raison notamment

des intentions de rééquilibrage territorial portées par la Métropole de Lyon. Les effets du télétravail sont pour l'instant peu visibles sur le marché des bureaux ; ils pourraient être plus sensibles sur le marché du logement et sur le parcours résidentiel des ménages.

Le marché des locaux d'activité affiche comme souvent une grande stabilité, avec près de 180 000 m<sup>2</sup> placés au premier semestre. Cependant une baisse sensible du nombre de transactions est enregistrée (-20 %) : une évolution qui sera à suivre dans les prochains mois.

## Demande placée par segment au premier semestre (en m<sup>2</sup>)





# Les principales actualités du trimestre

## Définition

**Champ** : sélection d'événements économiques concernant les entreprises du territoire, de mai à juillet 2022

**Source** : veille presse et internet

**Périmètre** : aire d'attraction de Lyon

## Recherche et innovation

**ADISSEO**  
Additifs pour la nutrition animale  
Saint-Fons (69)

Le groupe annonce l'implantation en 2023 d'un centre de recherche appliquée, regroupant une centaine de salariés des sites de Lyon, La Rochelle (17) et Commeny (03).

**NEXANS**  
Câbles électriques  
Lyon 7 (69)

Le groupe inaugure son pôle mondial d'innovation dédié à l'électrification décarbonée, AmpaCity, qui regroupe une centaine d'ingénieurs et de techniciens ; 20 M€ ont été investis.

**ROBERT BOSCH FRANCE**  
Bureau d'études  
Vénissieux (69)

Le groupe allemand porte un projet d'investissement de 1,4 M€ pour un banc de tests de piles à combustible à hydrogène.

## Siège sociaux

**GROUPE LIP**  
Travail temporaire  
Lyon 7 (69)

Le groupe construit son nouveau siège social et regroupe ses agences métiers pour plus de synergies, à Lyon et à Saint-Priest.

**L'AUXILIAIRE**  
Assurances pour le BTP  
Lyon 6 (69)

L'assureur emménage dans son nouveau siège social de 4 500 m<sup>2</sup>, avec 200 collaborateurs ; 10 M€ ont été investis.

**TIAMA**  
Contrôle qualité des contenants en verre  
Saint-Genis-Laval (69)

Les 250 salariés emménagent dans le nouveau siège social de 8 500 m<sup>2</sup>.

**XEFI**  
Services informatiques  
Rillieux-la-Pape (69)

Le groupe construit son nouveau siège social, pour 60 M€ ; il comprendra un datacenter et une académie de 110 élèves.

## Projets logistiques

**DACHSER**  
Réseau de groupage palettisé  
Pont-d'Ain (01)

Le groupe allemand ouvre un nouveau site de 18 000 m<sup>2</sup> pour répondre à la croissance de son activité et à la saturation de son site de Dagneux (01).

**LPA**  
Stationnement et services de mobilité  
Lyon 3 (69)

L'entreprise publique locale ouvre un espace logistique dans le parking de la Cité internationale (Lyon 6).

**ULS**  
Logistique urbaine décarbonée  
Lyon 7 (69)

L'entreprise strasbourgeoise développe un service de livraison de marchandises par voie fluviale et par vélos à assistance électrique, depuis le port de Lyon ; 5 M€ ont été investis.

## Levée de fonds

**BEEBRYTE**  
Logiciel d'efficacité énergétique  
Lyon 6 (69)

La société lève 8,2 M€ pour financer sa forte croissance à l'international et poursuivre ses efforts de R&D.

**CLUB EMPLOYÉS**  
Services aux comités d'entreprise  
Sainte-Foy-lès-Lyon (69)

La société annonce une levée de 7 M€ pour doubler ses effectifs et déployer de nouvelles fonctionnalités.

**INFOLEGALE**  
Information sur les entreprises  
Lyon 3 (69)

L'entreprise lève 13 M€ pour financer sa stratégie de croissance externe et annonce l'acquisition du Strasbourgeois Covline (logiciels de gestion du poste client).

**LUDOCARE**  
Thérapies digitales  
Lyon 1 (69)

L'entreprise lève 4,2 M€ pour accélérer le développement de son « compagnon de santé connecté » dédié aux très jeunes enfants atteints de maladies chroniques.

**FILL UP MEDIA**  
Affichage publicitaire sur distributeurs de carburant  
Lyon 6 (69)

L'entreprise entre en bourse sur Euronext Growth Paris et lève 8,2 M€ ; elle compte poursuivre sa croissance et l'équipement de nouvelles stations-services.

**HEALSHAPE**  
Médecine régénérative  
Villeurbanne (69)

La jeune pousse lève 6 M€ pour poursuivre ses développements cliniques en reconstruction mammaire et ingénierie tissulaire.



# Focus : les travailleurs indépendants pendant la crise sanitaire

Rédigé par :



## Définitions

Est considéré comme administrativement actif un travailleur indépendant ayant été immatriculé avant ou pendant la période et non radié au cours de cette période, qu'il ait déclaré ou non un chiffre d'affaires positif.

Les informations statistiques sur les travailleurs indépendants exploitées dans cet article sont issues du système d'information décisionnel de l'Urssaf. Les travailleurs indépendants du secteur agricole ne sont pas inclus dans les données.

Périmètre : métropole de Lyon

## En savoir plus

Site internet : [www.urssaf.org](http://www.urssaf.org)  
rubrique Statistiques

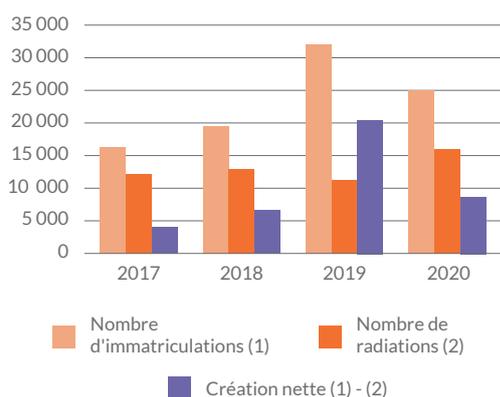
## Une croissance freinée en 2020

Fin 2020, sur le périmètre de la métropole de Lyon, le nombre de travailleurs indépendants administrativement actifs s'établit à 114 700, en progression plus modérée par rapport à l'année précédente en raison de la crise sanitaire (+ 8,3% contre +24,2% fin 2019).

En effet, le nombre d'immatriculations a diminué de 22,7% en 2020 alors que le nombre de radiations a augmenté de 39,2%. 24 800 immatriculations ont été enregistrées au cours de l'année contre 16 000 radiations.

Trois secteurs d'activité regroupent chacun plus de 10% des travailleurs indépendants : les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, les activités pour la santé humaine et le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles. Le secteur des transports, incluant la livraison à domicile, est le plus dynamique, avec une progression de 24,5% sur un an (+ 2 100 travailleurs indépendants).

## Nombre de comptes de travailleurs indépendants ouverts ou fermés par an



## Plus d'un indépendant sur deux est désormais auto-entrepreneur

La part des auto-entrepreneurs n'a pas cessé de croître depuis 2017. Plus de la moitié des travailleurs indépendants sont désormais auto-entrepreneurs. Leur nombre s'établit à 59 800 comptes, soit 52,1% des travailleurs indépendants fin 2020. La part des travailleurs non-salariés ayant opté pour ce dispositif a gagné 16 points depuis 2016. L'augmentation du nombre d'auto-entrepreneurs est de 14,4% par rapport à fin 2019. Dans le même temps, la population des « travailleurs indépendants classiques » demeure quasi-stable.

Les travailleurs indépendants se composent de 66% d'artisans-commerçants et 34% de professions libérales. La part de cette dernière catégorie tend à diminuer légèrement depuis quatre ans (- 12 points).

58% des travailleurs indépendants sont localisés dans les communes de Lyon et de Villeurbanne. Le bassin de vie Rhône Amont, deuxième secteur d'implantation, compte plus de 7 200 travailleurs indépendants.

## Les travailleurs indépendants dans la métropole de Lyon

(Nombre d'indépendants administrativement actifs en fin d'année)

	2017	2018	2019	2020
Nombre de comptes	78 400	85 300	105 900	114 700
Évolution annuelle	+7,3%	+8,7%	+24,2%	+8,3%
Part des micro-entrepreneurs	40,2%	45,2%	49,3%	52,1%

## Les cinq principaux secteurs d'activité des travailleurs indépendants fin 2020

	Niveau	Structure	Évolution annuelle
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	15 000	13%	+3,6%
Activités pour la santé humaine	14 600	13%	+4,2%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12 900	11%	+6,3%
Transports et entreposage	10 800	9%	+24,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	9 400	8%	+7,7%

Nous remercions  
l'Aderly Invest in Lyon,  
la Banque de France,  
le Cecim,  
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,  
l'Insee,  
le Medef Lyon-Rhône,  
la Métropole de Lyon,  
Pôle emploi,  
le Tribunal de commerce de Lyon,  
l'Urssaf  
et la Ville de Lyon  
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**  
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40  
**c.garinhameline@urbalyon.org**  
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers  
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire  
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23<sup>e</sup> étage  
129 rue Servient  
69326 Lyon Cedex 3  
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00  
[www.urbalyon.org](http://www.urbalyon.org)

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation  
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme